



ÉDITO

N°152 // JUIN 2024

MOUVEMENTS

ANCT

> Corinne de LA METTRIE est directrice générale déléguée politique de la ville.

ARS ILE-DE-FRANCE

> Denis ROBIN est directeur général. Il succède à Amélie VERDIER.

PRÉFECTURE SEINE-SAINT-DENIS

> Victoria RICHEBOURG est déléguée du préfet L'Île-Saint-Denis/Saint-Ouen.

FÉDÉRATION DES

CENTRES SOCIAUX 93

> Estelle VERDIER est déléguée fédérale.

EPT GRAND PARIS GRAND EST

> Départ de Nicolas GENAILLE, chef de projet renouvellement urbain Neuilly-sur-Marne et Villemomble.

> Mylène SANTANA est cheffe de projet renouvellement urbain – relogement.

BONDY

> Isabelle BAILLET est coordinatrice du Conseil local de santé mentale.

CLICHY-SOUS-BOIS

> Salim DRICI est chef de la Mission concertation et participation.

DUGNY

> Départ de Stella GUERIN, coordinatrice Atelier santé ville/Contrat local de santé.

ÉPINAY-SUR-SEINE

> Départ de Marilyn ELOTO, coordinatrice du Programme de réussite éducative.

> Marie-Stella DOMBÉLÉ est chargée de mission Atelier santé ville.

ROMAINVILLE

> Marion MOUTAFIS est chargée de développement projet éducatif - Cité éducative.

> Mélanie VION est chargée de mission démocratie locale.

SAINT-DENIS

> Jean BARRAU est directeur de la vie des quartiers.

> Habib BENSETTI est chef de projet politique de la ville.

SEVRAN

> Départ de Fatou TOURÉ, responsable du Pôle citoyenneté.

PROFESSION BANLIEUE

L'équipe est au complet avec l'arrivée en avril de Caroline CHAILLOT, en charge de la gestion administrative et financière. Elle remplace Tatiana KORBER-TORO.

En 30 ans, Profession Banlieue a accompagné les nombreuses évolutions de la politique de la ville. Chacune apportant son lot d'espoirs et de déceptions. La nouvelle contractualisation « Engagements Quartiers 2030 » n'échappe pas à la règle. A l'heure où ces nouveaux contrats sont finalisés, les professionnel·les, pleinement engagé·es dans leur réussite, ont néanmoins le sentiment que le résultat est en demi-teinte. Les difficultés à tenir les échéances dans un contexte d'importantes économies budgétaires inquiètent. Plus fondamentalement, la crainte existe que ces nouveaux contrats de ville, à l'instar des précédents, ne déçoivent au regard de l'ampleur des politiques publiques qu'il conviendrait de déployer pour répondre aux besoins de nos territoires. Et c'est finalement l'enjeu de la mobilisation du droit commun qui revient sur le devant de la scène. La politique de la ville peut et doit faire beaucoup. Cependant, les problématiques auxquelles sont confrontés les quartiers populaires ne pourront être résolues que si l'ensemble des ministères se mobilisent. C'est tout l'enjeu des conventions interministérielles d'objectifs qui devraient être finalisées pour le 30 juin.

L'ampleur des mobilisations en faveur de l'égalité territoriale pour la Seine-Saint-Denis, ainsi que les échanges nourris que nous entretenons avec les professionnel·les, font grandir en nous une interrogation qui pourrait être interprétée, à tort, comme provocatrice et polémique : faut-il que les

FAUT-IL QUE LES QUARTIERS POPULAIRES EN FINISSENT AVEC LA POLITIQUE DE LA VILLE POUR CONQUÉRIR L'ÉGALITÉ ?

quartiers populaires en finissent avec la politique de la ville pour conquérir enfin l'égalité ? N'est-ce pas en bénéficiant de politiques publiques universelles et structurelles rendant effectif l'accès de tou·te·s aux droits politiques et socioéconomiques les plus larges, que les citoyen·nes des quartiers populaires accéderont à l'égalité et à la justice sociale ? Dès lors, ne faudrait-il pas que la politique de la ville se métamorphose pour devenir un outil d'aiguillage démocratique pour calibrer l'application de ces politiques publiques universelles et structurelles à la réalité de chaque territoire ? Ces interrogations nous ont incité à placer notre dernière

Assemblée Générale sous le signe du rapport parlementaire Peu-Decodts sur les moyens de l'État déployés en Seine-Saint-Denis. Par ces prises d'initiatives et ces réflexions, nous entendons poursuivre nos efforts à travers cette nouvelle contractualisation et de façon très pragmatique, afin que la politique de la ville puisse être un réel levier d'amélioration des conditions d'existence des habitant·es des quartiers populaires.

En 2024, nos orientations de travail se veulent le reflet de ces engagements que nous poursuivons en animant des temps de qualification collective sur des sujets mettant en jeu l'articulation entre les politiques publiques contractuelles et structurelles, et en accompagnant les acteurs et les actrices de la politique de la ville au plus près du terrain dans l'animation et le développement des dispositifs de la politique de la ville.

Sandrine Joinet-Guillou, Présidente

LE NOUVEAU CONSEIL D'ADMINISTRATION

// LE BUREAU

• Sandrine JOINET-GUILLOU, Présidente, Cheffe de service DSU, Paris Habitat

Suzy DA COSTA, Vice-Présidente, Cheffe de service ingénierie sociale, Ept Plaine Commune

Antoine SOULIER-THOMAZEAU, Vice-Président, Directeur de l'aménagement et des déplacements, Ept Est Ensemble

Frédéric MEYNARD, Trésorier, Directeur général adjoint cohésion urbaine et politique de la ville, Sarcelles

Théo SCHEPENS, Vice-trésorier, Responsable Pôle politique de la ville et accès aux droits, Ept Est Ensemble

Catherine BOILLOT, Secrétaire, Retraitée

Valentin PERINAUX, Secrétaire adjoint, Chargé de mission politique de la ville, Paris

Karen EKANI NKODO, Cheffe de projet politique de la ville, Paris

// AUTRES MEMBRES

• Alexandre BENHAIM, Directeur de la politique de la ville, Ept Paris Terres d'Envol

Sophia BOUCA-DIAGNE, Coordinatrice de programme de l'ASE, Conseil départemental Seine-Saint-Denis

Jean-Barthélemi DEBOST, Historien

Sophie DUREL, Responsable service renouvellement urbain, Ept Plaine Commune

Abdelkader GUERROUDJ, Directeur du service municipal de la jeunesse, Montreuil

Adeline LERIGOLEUR, Responsable mission RU Aubervilliers, Ept Plaine Commune

Patrick NORYNBERG, Consultant, Le Blanc-Mesnil

Mehdi OUREZIFI, Co-directeur de la régie de quartier, Saint-Denis

Valérie PIERRA, Chargée de mission aménagement Aubervilliers/ La Courneuve/Stains, Ept Plaine Commune

Claudio PULGAR PINAUD, Coordinateur des Programmes Nationaux Renouvellement Urbain et Action Coeur de Ville, Action Logement

Sylvie ROCHER, Cheffe de projet santé publique - santé dans l'habitat, Saint-Denis

Pascale SZPIRO, Directrice de la vie associative et des quartiers, Clichy-sous-Bois

15, rue Catulienne

93200 Saint-Denis

téléphone : 01 48 09 26 36

contact@professionbanlieue.org

www.professionbanlieue.org

Directrice de publication :

Sandrine Joinet-Guillou

N° ISSN 1263-8315

À VENIR

13/06 de 9h à 16h30

• « *Moins de participation, plus de démocratie ? Chiche !* »

Journée d'exploration collective au 6B à Saint-Denis.

25/06 de 9h à 12h

• « *Comprendre et lutter contre les copropriétés dégradées en Seine-Saint-Denis* »

Atelier pour mieux saisir les enjeux des copropriétés dégradées et les politiques mises en place pour les résorber, à Artagon Pantin.

25/06 de 14h30 à 17h30

• « *Déontologie et relations police-population : les attitudes des gendarmes et des policiers* »

Après-midi pour présenter l'étude du Défenseur des droits, à Artagon Pantin.

Programmes détaillés disponibles sur le site de Profession Banlieue rubrique Agenda

« Moins de participation, plus de démocratie ? Chiche ! »

/// Faut-il en finir avec la démocratie participative pour permettre le déploiement de démarches œuvrant à la démocratisation des politiques publiques ? C'est ce que proposent Manon Loisel et Nicolas Rio dans un récent essai. Ils constatent que les outils mis en place depuis deux décennies ne corrigent pas les limites de la démocratie représentative. Ils renforcent au contraire les inégalités de représentation politique, et échouent à faire valoir les droits et à faire entendre la voix des inaudibles : les personnes qui ne votent pas (ou plus), celles qui ne se sentent pas légitimes ou que les pouvoirs publics refusent d'entendre. Après avoir ouvert le débat lors d'un « 5 à 7 » le 4 avril dernier, Profession Banlieue vous propose de prendre cette proposition au sérieux, pour venir la mettre à l'épreuve du terrain et explorer ensemble

ce que cela voudrait dire pour la politique de la ville. Que faut-il vraiment arrêter ? Que faire à la place pour garantir une construction plus démocratique des politiques publiques capable de véritablement prendre compte les habitant-es des quartiers prioritaires de la politique de la ville ? En quoi cela redéfinirait la politique de la ville, la démarche de développement social urbain et la démocratie locale en Seine-Saint-Denis ? Que vous ayez la charge de la démocratie participative ou, plus largement, d'un domaine d'activité en lien avec la politique de la ville et le développement social urbain, agent-e public ou acteur-riche associatif-ive, vous êtes invité-es à venir contribuer à cette **expérience exploratoire qui aura lieu jeudi 13 juin du 9h à 16h30 au 6B, à Saint-Denis !**

À LIRE

Les Après-midi



Quel héritage de l'accueil des Jeux Olympiques et Paralympiques en 2024 en Seine-Saint-Denis – #42

Cécile COLLINET, Marie DELAPLACE, Yannick L'HORTY Yannick et Pierre-Olaf SCHUT



Quelles politiques environnementales à destination des quartiers populaires ? – #43

Hadrien MALIER, Véronique RAGUSA BARTOLONE et Audrey SAUNION.



Santé et discriminations, discriminations en santé – #44

Benoît COHADON, Clémence DUVER et Laure PITTI.

LES DERNIÈRES PUBLICATIONS DE PROFESSION BANLIEUE



Les publications de Profession Banlieue sont téléchargeables gratuitement sur notre site



Sites et sols pollués : répercussions sur la santé des habitant-es et les projets urbains – #45

Anne MARCHAND, Vincent PRUVOST et Maxime ROSIAU.

L'école & la ville



#32. Innovation et pédagogie par le sport : un héritage social des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 ?
Jean-Philippe DAMIE, Fabrice DEMAZEUX, Valentin MOYNE, Gabrielle TULEU et Gilles VIEILLE-MARCHISET.

Hors collection



Femmes politiques. Récit d'une mobilisation pour l'émancipation et la transformation sociale
Adeline DE LÉPINAY.

Les Textes



Les tiers-lieux en Seine-Saint-Denis
Avec Marion BOESPFLUG, Carine CAMORS et Axelle POULAILLON.



« Les quartiers (im)populaires ne sont pas des déserts politiques », Éric MARLIÈRE, Éditions Le Bord de l'Eau, 2023.



« L'imposture du travail. Désandrocentrer le travail pour l'émanciper », Maud SIMONET, Éditions 10/18, 2024.



« Les naufragés du Grand Paris Express », Anne CLERVAL, Laura WOJCIK, Éditions Zones, 2024.